

Réforme du système social ? N'espérez pas trop !

Article rédigé par *Guillaume de Thieulloy*, le 15 juin 2018

Source [les 4 Vérités] La rumeur d'une prochaine réforme du système de protection sociale enfle, mais il est à craindre que ce soit une nouvelle occasion manquée pour de vraies réformes, si l'on en juge par la cacophonie gouvernementale qui entoure cette réforme.

Non seulement les différentes sensibilités du macronisme ti-rent à hue et à dia, mais, au sein même de la sensibilité de droite, sur laquelle, a priori, on compterait plus volontiers pour s'attaquer à ce chantier, Bruno Le Maire annonce une chose, instantanément critiquée par Gérard Darmanin, avant qu'Édouard Philippe n'explique que tout le monde est d'accord – en omettant soigneusement de dire sur quoi porte l'accord ! Comme disait Martine Aubry, « quand c'est flou, il y a un loup ! »

Seul rayon de soleil dans cette grisaille politicienne, tous les contribuables apprécieront de savoir que, désormais, il y a un accord général sur l'inefficacité du système.

Ainsi le député LREM Pacôme Rupin (ça ne s'invente pas !), pourtant ancien élu socialiste, vient-il de déclarer : « On est tous d'accord pour dire que le système tel qu'il est ne fonctionne pas, qu'il coûte beaucoup trop cher au pays, et donc qu'il faut le transformer. »

Il est assez piquant de voir un socialiste poser un tel diagnostic.

Mais peut-être faudrait-il préciser que le « social », c'est deux fois et demie le budget de l'État et que, si notre armée se bat sans munition et avec des armes qui tombent en ruines, elle le doit essentiellement au fait que, sans avoir jamais demandé son avis au peuple français, ceux qui prétendent nous diriger estiment préférable de dilapider notre argent pour des gens qui viennent chez nous sans apporter aucune compétence.

Or, sous Macron, il semble absolument hors de question de remettre en cause, si peu que ce soit, cette désastreuse politique de pompe aspirante.

Bien au contraire, notre sémillant président, tout à la joie de servir les maîtres qui l'ont fait élire et ont déjà entériné la transformation de la France en sympathique musée architectural et gastronomique pour déracinés fortunés, nous annonce son intention d'appliquer avec deux ans de retard la géniale politique de Mme Merkel !

Cette politique a déjà failli coûter son siège à la chancelière allemande, alors même que l'Allemagne est colossalement riche de ses excédents commerciaux, quand notre économie continue son déficit prolongé. Mais ne croyons pas pour autant que cette politique va coûter nécessairement son poste à notre oligarque jupitérien.

Car la deuxième mamelle de l'État-providence, avec l'immigration, c'est l'électoratisme. Et, là, manifestement, les anciens socialistes mal repeints s'y entendent à merveille.

Nous avons eu droit à une fuite, sans doute joliment orchestrée par l'Élysée, de la note rédigée par trois économistes macroniens nous indiquant qu'il serait dangereux pour l'économie de raboter davantage les aides sociales.

Ben voyons ! Le cochon de contribuable de droite paiera. Et paiera non seulement pour les centaines de milliers de clandestins, qu'il faut bien recevoir dignement à l'Élysée, mais aussi pour les cadeaux fiscaux et sociaux qui assureront la réélection de nos « chers » (hélas !) sociaux-démocrates.

Nous avons déjà noté que toutes les réductions fiscales concernent les électeurs socialistes et que toutes les hausses fiscales visent les électeurs de droite. Nous savons désormais que le pire est à venir.

Et comme, à droite, les querelles d'ego et la soumission au politiquement correct continuent leurs ravages, nous ne sommes pas près de sortir du borbier socialiste !